



HAL
open science

Enjeux politiques et épistémologiques autour de la “ Chine ” comme objet d’étude et discipline : un récit académique

Florent Villard

► To cite this version:

Florent Villard. Enjeux politiques et épistémologiques autour de la “ Chine ” comme objet d’étude et discipline : un récit académique. Journées “ Métier de chercheur×e ” : La recherche SHS au défi de l’engagement, Josépha Dirringer; Christian Le Bart; Florent Villard, Mar 2024, Rennes, France. halshs-04544359

HAL Id: halshs-04544359

<https://shs.hal.science/halshs-04544359>

Submitted on 12 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Open licence - etalab

**Enjeux politiques et épistémologiques autour de la « Chine » comme objet
d'étude et discipline : un récit académique**

(Communication)

Journées « Métier de chercheur·e » (MSHB, 14-15 mars 2024) : « La recherche SHS au défi de l'engagement »
(Cette intervention sera révisée et approfondie pour faire l'objet d'une publication aux PUR-MSHB)

Florent VILLARD
Université de Rennes (IEP Rennes)
ERIMIT (Rennes 2), IETT (Lyon 3)

Je vais vous proposer une modeste réflexion sur des enjeux propres aux études sur l'Asie et la Chine. Je vais faire cela en revenant sur mon parcours académique et surtout mon expérience de la sinologie à l'université Lyon 3. Faute de temps, je ne vais pas ou peu traiter les enjeux spécifiquement politiques de ma pratique de chercheur sur la Chine.

Je voudrai commencer par un petit pas de côté. Il y a quelques années j'ai travaillé sur l'histoire de l'Institut franco-chinois de Lyon. C'était un genre particulier d'école normale créée dans l'entre-deux guerre et dédié à la formation et l'intégration de jeunes étudiants/étudiantes chinois dans le système universitaire français. Je m'intéressai à l'identité culturelle et politique de ces jeunes étudiants et en particulier à leur sentiment d'appartenance à une émergente communauté nationale chinoise (Villard, 2019).¹

Une partie de mon corpus était composée des thèses de doctorats réalisées par ces étudiants, et notamment celles qui portaient sur l'espace géo-historique chinois. La relation épistémique entre ces jeunes doctorants et leur objet d'étude constituait un axe privilégié de ma recherche. Une thèse de droit écrite par un certain Zhai

¹ <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13688790.2019.1643967>

Junqian (翟俊千) m'avait interpellée. Elle portait sur la situation internationale de la Chine et le système de ce qu'on appelait à l'époque les « traités inégaux » imposés à la Chine par les puissances coloniales européennes et le Japon. Dans l'introduction - rare espace privilégié, autorisé, pour souligner le lieu d'où l'on parle – il faisait cette remarque que j'avais trouvée fascinante à l'époque :

Qu'on nous permette d'ajouter que, dès le début de notre travail, tous nos efforts ont tendu à un but exclusivement objectif, d'après une documentation aussi impartiale que possible. Mais nous tenons à ce que l'on sache aussi que, dans l'accomplissement de cette tâche, il a fallu, à maintes reprises, faire taire en nous la voix du patriotisme qui bien souvent protestait avec indignation contre la tutelle imposée à notre malheureux pays par des traités où la justice n'avait aucune part.

Il soulignait que sa condition de citoyen chinois engagé traversait inévitablement les enjeux propres à son objet d'étude. Zhai appartient aux premières générations de jeunes chinois qui reçoivent une formation intellectuelle occidentale en rupture avec la culture et le savoir lettré confucéen de la période impériale. Ils sacralisent cette Science occidentale au majuscule, envisagée à l'époque par les élites chinoises comme avancée et de portée universelle. Zhai Junqian est en France pour s'approprier cette Science et sa méthodologie positiviste qui exige, pense-t-il, désintéressement, neutralité et objectivité. Toutefois, simultanément, la France est aussi une de ces puissances coloniales qui imposent comme il dit ces « traités où la justice [n'a] aucune part ». Cette position schizophrénique exprimée dans la citation - la petite voix intérieure du patriotisme que tente d'étouffer une norme académique elle aussi intériorisée - est la traduction subjective de l'asymétrie propre à la géopolitique coloniale de la connaissance de l'époque.

Ce qui m'intéressait en exhumant ces thèses des étudiants de l'Institut, c'était une expérience de déplacement épistémique : Que se passait-il quand mes « objets d'études » (les « Chinois ») entraient dans l'espace académique légitime pour devenir des producteurs de savoir sur la Chine ? Comment était traité dans leurs travaux – et dans leur environnement pédagogique – cet enjeu d'une supposée proximité culturelle/ethnique/politique avec leur objet d'étude ? Quel statut était attribué à leur « sinité » ?

Ils étaient assignés (et s'assignaient eux-mêmes) à leur condition de « Chinois », mais, en même temps, cette identité était aussi perçue comme une valeur ajoutée dans leur travail de recherche : ils possédaient une intimité avec leur objet d'étude que n'avait pas le chercheur européen.

A l'inverse, en creux, on ne leur accordait pas tout à fait le privilège - illusoire à mon sens - de l'« extraterritorialité culturelle » dont était dépositaire le chercheur occidental. Ils ne respectaient pas la distance réglementaire entre le sujet de la connaissance et son objet d'étude, une distance au-delà de laquelle comme par enchantement on entrait dans le monde de la neutralité et l'objectivité. Je voyais dans cette situation un effet du discours colonial européen : c'était la condition historique de « Chinois » de ces étudiants qui leur empêchaient d'atteindre la félicité du désintéressement scientifique. « Nous », les « Blancs », trônant en surplomb dans la position de l'universel et eux, les « Autres », prisonniers de leurs particularismes (de race, de culture ou d'histoire), réduits aux rang d'objets d'études.

A l'époque où je travaillais sur ce sujet, j'avais acquis des outils théoriques et un savoir historique qui me permettait d'interroger ces enjeux épistémologiques. Mais quelques années auparavant, lorsque j'ai commencé mes études de chinois à Lyon, - parfois dans les mêmes lieux que ces étudiants chinois au début du vingtième siècle - ces enjeux m'étaient complètement étrangers. J'avais un rapport naïf, non problématisé, à mon objet d'étude, à ma discipline, à ses contours, son épistémologie, son histoire. Je ne savais pas, par exemple, que la première chaire d'enseignement du chinois à Lyon avait été créée en 1899 au sein d'un programme d'enseignement colonial, sur la sollicitation du gouverneur de l'Indochine Paul Doumer, soucieux à l'époque de former un personnel compétent pour ses colonies. Cette donnée historique - somme toute très banale - disait une chose simple mais décisive : des « intérêts » et des objectifs politiques sous-tendaient la production et la transmission d'un savoir sur la Chine.

Au cours de mes années de Licence, le curriculum de formation du département de chinois - intégré à la faculté des langues étrangères, donc à l'écart des disciplines des sciences sociales - était entièrement dédié à la transmission d'un savoir sinologique que je qualifierais de « classique » ou « traditionnel » : une langue d'abord, moderne (sa prononciation, sa grammaire, son système d'écriture) et classique (celle des textes de la période impériale/pré-impériale) ; une littérature ; une histoire et une géographie. Un ensemble de connaissance proposant une représentation homogène, stable et aux contours précis d'une culture chinoise sans guillemets. La culture de la Chine actuelle était relativement peu présente dans ce savoir sinologique classique.

Ma situation d'extériorité (linguistique, culturelle, géographique, épistémologique) avec cet objet d'étude m'apparaissait comme une évidence. Je n'avais aucune espèce de réflexivité sur ma position, ma pratique et ma discipline. Je crois que cette candeur/naïveté n'était pas uniquement due à ma situation de jeune étudiant ignorant de ces enjeux. En France, dans les années 1990s, la sinologie - comme la plupart des disciplines universitaires d'ailleurs - ne se questionnait pas, ou peu, sur elle-même, sa légitimité scientifique, sa fonction, ses objets (Bourdieu, ???).

Les choses vont changer assez radicalement avec l'arrivée en 1999 d'un nouveau directeur du département d'études chinoises, le Professeur Gregory Lee. Il arrivait de l'université de Chicago et il allait faire évoluer durablement les études chinoises à Lyon.² Sous son impulsion le contenu de la boîte « Chine » se modifie substantiellement : les périodes modernes et contemporaines sont désormais au cœur du curriculum de formation.³ Des genres et des pratiques extérieurs à la culture sinologique légitime sont introduits dans les enseignements et la recherche : la poésie contemporaine, la culture populaire, le cinéma, l'histoire des représentations de la Chine. Des espaces culturels traditionnellement invisibilisés quittent les marges comme Hong Kong, Taiwan ou encore les communautés

² Il deviendrait mon directeur de thèse et mon « maître » au sens chinois du terme, ou *shifu* (师父).

³ Voir son texte récent qui propose à la fois un bilan critique et des perspectives sur les « Chinese Studies », notamment sur le champ des « area studies » :

<https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/03068374.2023.2244313>

diasporiques. La pluralité linguistique des mondes chinois va se trouver désormais intégrée dans les enseignements avec des formations de cantonais ou taiwanais. Les auteurs, les thèses et les méthodologies des Cultural Studies, des Postcolonial Studies et de la Théorie critique entrent dans le curriculum.

Ces évolutions vont constituer pour moi un petit choc intellectuel. Elles me font prendre conscience, en creux, que les contours de la discipline ne sont pas immuables. Elles soulignent sa fragilité épistémologique et son historicité. Elles mettent à jour des différences d'approches, des conflits historiographiques, des luttes théoriques autour du contenu du savoir sinologique. Je découvre que la « Chine » comme objet d'étude est une construction discursive et institutionnelle. Pire, je prends conscience de l'indétermination et de l'hétérogénéité du référent anthropologique et civilisationnel auquel renvoie ce concept de « Chine ». Je découvre que la « culture chinoise » - que je n'écrirai plus désormais sans guillemets - est aussi le produit moderne de la construction de l'Etat-nation chinois qui s'est institué à partir du début du XXe siècle. L'ancrage sur la culture et la société actuelle révèle – s'il en était besoin - que l'objet d'étude est une matière vivante. Nous nous découvrons une contemporanéité commune avec les femmes, les hommes et les collectifs qui créent les textes sur lesquels nous travaillons.

A partir de mes années de master puis de doctorat, je vais participer à Lyon - en tant qu'étudiant puis enseignant-chercheur - au développement d'un projet de ce qu'on pourrait appeler une sinologie critique. Le champ académique (recherche, formation, institution) est le lieu d'une pratique qui vise non seulement à produire et transmettre de la connaissance sur la Chine mais il est aussi, simultanément, un espace de luttes représentationnelles, épistémologiques et politiques. Au-delà même des enjeux autour du contenu et des contours de l'objet d'étude, cette dimension critique est avant tout réflexive. Il s'agit d'interroger notre lieu collectif d'énonciation en l'inscrivant dans le contexte, et le grand narratif, de l'histoire coloniale occidentale des deux derniers siècles. C'est dans cette perspective que la critique postcoloniale intègre les références bibliographiques des aspirants

sinologues lyonnais. Elle n’y sera pas parole d’évangile mais elle va permettre de réfléchir aux effets multiples de l’histoire coloniale sur le champ universitaire, et en particulier celui des études sur des mondes non-occidentaux.

Je me souviens que la lecture de l’*Orientalisme* d’Edward Said en 1^{er} année de master m’avait d’abord déconcerté – ainsi que mes camarades de l’époque –, comme si c’était hors-sujet : il n’y avait pas un mot sur la Chine dans cet essai et son corpus portait sur des textes écrits par des occidentaux. Professeur de Littérature comparée palestino-américain – et intellectuel engagé –, Edward Said s’intéressait à la construction dans les sociétés euro-américaine d’un discours au sens foucauldien du terme sur l’Orient au cours de deux derniers siècles. Ce discours dit orientaliste était un ensemble de pratiques, d’institutions et d’énoncés qui avaient participé, dans le contexte colonial, à la construction d’un objet de savoir : l’Orient. Ces enjeux nous concernaient. La sinologie était une branche des études orientales nées au début du XIX^e siècle. Mais le discours contemporain sur la Chine était irrigué par une histoire encore plus longue qui remontait aux premiers jésuites au XVI^e siècle. Les savoirs accumulés sur la Chine en Europe depuis cette période, bien que souvent très érudits, allaient participer de la construction de notre Chine imaginaire, bien au-delà de la sinologie : une altérité radicale, une culture/langue dite « chinoise » homogène, figée dans le passé et réduite à celle des élites lettrées (classes dominantes de l’Empire), une vision souvent péjorative des manifestations contemporaines de la société chinoise, et même une sinophobie puissante à partir du milieu du XIX^e siècle alimentée par les thèses raciales de Gobineau et d’autres (Heurtebise, 2020, Villard, 2018).⁴ Au-delà des fragilités réelles de la thèse saidiennes - et aussi de ses usages souvent essentialisants et binaires – elle constituait une petite bombe historiographique théorique dans le champ de la sinologie (française). Said, donc, parlait de « nous », sinologues, notamment lorsqu’il disait ceci :

⁴ <https://journals.openedition.org/chinaperspectives/12812?lang=fr> ; https://www.academia.edu/10771631/L_Orientalisme_La_Chine_et_les_Etudes_chinoises_Usages_critiques_et_d%C3%A9voilements_nationalistes_de_la_pens%C3%A9e_d_Edward_Said

« Car s'il est vrai que pour aucune production de savoir en sciences humaines on ne peut ignorer ou négliger le fait que son auteur est aussi un sujet humain, déterminé par les circonstances de sa vie, il doit être vrai aussi qu'un Européen ou un Américain qui étudie l'Orient ne peut refuser de reconnaître la principale circonstance de sa réalité, à savoir qu'il se heurte à l'Orient en premier lieu en tant qu'Européen ou Américain, ensuite en tant qu'individu. » (Said, 1997)

Et donc, « Le sujet humain déterminé par les circonstances de sa vie », ce n'était donc pas seulement le « patriote chinois » dont j'ai parlé au début de cette intervention, c'était aussi l'« Européen/Occidental » héritier d'une histoire coloniale et postcoloniale avec l'Asie, la Chine, l'Orient. Cette histoire avait produit un puissant eurocentrisme dans le champ des SHS. Une profonde asymétrie dans la géopolitique mondiale des savoirs, encore bien présente aujourd'hui : l'Occident, sujet de la connaissance - espace légitime et normatif des disciplines scientifiques et de sa méthode - et les espaces postcoloniaux, objets de la connaissance – réduits à la condition de terrains ethnographiques et de corpus primaires.

Ce déséquilibre culturel et épistémologique, s'est traduit par ce que Dipesh Chakrabarty appelle une « asymétrie de l'ignorance » dans une économie de la connaissance où la circulation se faisait à sens unique (Chakrabarty, 1992). Il suffit pour s'en convaincre de consulter les bibliographies et les références théoriques dominantes en SHS dans les universités occidentales : une absence presque totale d'auteurs venus de Chine. L'inverse n'était/n'est pas vrai : le champ intellectuel et académique chinois est inondé de références européennes depuis la fin du XIXe siècle. Cette asymétrie coloniale se matérialisait, dans le texte chinois moderne, par la présence écrasante de citations, références, idées philosophiques, formes esthétiques et littéraires lues comme occidentales par les acteurs locaux. Les pratiques de la vie quotidienne, les idées, les formes esthétiques, les institutions politiques de la Chine contemporaine étaient presque toutes le produit d'une circulation globale, transculturelle et transnationale issue d'abord de l'histoire coloniale et ensuite de la mondialisation à partir des années 1980s.

Une sinologie critique consistait d'abord à reconnaître cette asymétrie. Elle visait aussi à penser - et même orienter nos objets de recherche et nos méthodes - à

partir d'une perspective de dépassement de la séparation entre « nous » et la Chine. Au-delà même d'une critique nécessaire des catégories anthropologiques et culturalistes essentialisantes héritées du XIXe siècle, il s'agissait de reconnaître que nous étions engagés - malgré nous - dans un espace historique et politique commun avec notre objet d'étude.

Comprendre la Chine moderne et contemporaine nécessitait/nécessite aussi de se tourner vers notre propre société, de connaître de l'histoire de la modernité occidentale et de son expansion depuis au moins deux siècles : histoire du capitalisme, de l'état-nation moderne, des grandes idéologies politiques du XXe siècle (le régime politique chinois repose sur le marxisme-léninisme pas le confucianisme), des courants littéraires/poétiques européens depuis la fin du XIXe siècle. L'illusoire extériorité culturelle/linguistique/anthropologique de notre objet d'étude était devenue intenable. Nous avons contaminé notre bel objet d'étude chinois. La Chine était un miroir, déformé, mais un miroir quand même de notre modernité.

Ces réflexions vont nous inciter à faire bouger les lignes sur le plan institutionnel, notamment dans le champ de la recherche. En 2006, je vais participer à la création d'un nouveau laboratoire au sein de la faculté des langues étrangères de Lyon 3: « L'Institut des Etudes Transtextuelles et Transculturelles (IETT) ». Il s'agit clairement à l'époque d'un projet volontariste - d'un engagement - pour décloisonner les disciplines et bousculer les frontières des « aires culturelles ».

L'Institut va se donner pour ambition collective de faire travailler ensemble - sur des thématiques transculturelles et des axes communs - des spécialistes de différentes langues et cultures : sinisants, hellénisants, japonisants, hispanisants, arabisants, anglicistes, etc. Il s'agit d'essayer d'imaginer de nouveaux espaces de recherches en prenant acte d'une modernité globale, postcoloniale et transculturelle. Identifier des thématiques et des enjeux qui transcendent les frontières linguistiques, nationales et culturelles ; Interroger aussi la circulation des textes, des discours, des

pratiques culturelles et des représentations entre ces « aires culturelles » supposément étanches les unes aux autres. Des thématiques transversales comme le genre, les migrations, les cultures diasporiques, les frontières, les politiques de la race ou encore l'anthropocène vont être traitées collectivement par des collègues issus de trajectoires disciplinaires et linguistiques variées. L'exercice sera exaltant mais parfois difficile face aux poids des cultures, des méthodologies et des espaces disciplinaires déjà institués. Et puis, comme nous le savons tous, le métier de chercheur est une pratique très individuelle.

Dans le même esprit que l'Institut, une revue biannuelle *Transtexts-Transcultures* est créée en 2006.⁵ Elle fut une revue trilingue (français-anglais-chinois) à ses débuts avec le souci d'assumer ce que les langues font à la recherche et de dépasser à la fois l'hégémonisme de l'anglais et le chauvinisme linguistique française. Nous avons rapidement manqué de moyens humains pour assumer cette utopie du plurilinguisme. Cette revue, toujours active, fut pionnière dans le champ des études transculturelles. Des initiatives pédagogiques ont aussi été entreprises pour tenter de décloisonner les différents départements de langues et civilisation. Une mention de doctorat « études transculturelles » existe toujours à l'école doctorale 3LA de Lyon. Un master, en anglais, intitulé « Global Cultural Studies », fut adossé au laboratoire de recherche pendant quelques années. Le manque d'enseignants pour assurer les cours du master, le peu d'enthousiasme de la direction de l'université pour ces initiatives transversales et les cloisonnements disciplinaires dans la recherche (notamment avec le CNU) ont eu raison de ces initiatives sur le plan pédagogique.

Il y aurait beaucoup d'autres choses à dire mais je vais m'arrêter là. Je voulais vous donner un aperçu d'une expérience d'engagement à l'intérieur de l'université, dans nos espaces scientifiques et pédagogiques. Bien sûr ces enjeux ne sont que la traduction dans le champ universitaire de luttes politiques et idéologiques qui

⁵ <https://journals.openedition.org/transtexts/>

traversent la société dans son ensemble. Nos pratiques et nos savoirs sont traversées, partiellement conditionnées, par les « intérêts » et les « passions » venant du dehors de l'université, de notre actualité politique et géopolitique à la fois française/occidentale, chinoise et globale.

J'aurai pu évoquer aussi ce qu'un monde intellectuel et universitaire chinois sous contrainte politique forte - absence ou limitation de la liberté académique - peut faire à nos pratiques de chercheurs et chercheuses sur la Chine. Les sujets tabous, les collaborations limitées avec les collègues chinois, les terrains contraints ou tout simplement impossibles, les alléchants financements de doctorats, de projet de recherche ou d'édition politiquement contraints et fléchés. Ce sera l'objet d'une autre intervention...